

[Texte]

Mr. Hicks: Can I just comment? Mr. Chairman, I would like to apologize to our guests. I raised some points and now have to leave before they respond to them. I look forward to reading their responses in the minutes of these meetings, but I have to go to a defence meeting now. My apologies.

The Chairman: Thank you. Mr. Regehr, would you like to start again?

Mr. Regehr: Were you serious about the two minutes?

The Chairman: I am, only that we have others that we have to hear. You will win some friends from them.

Mr. Regehr: Right. I will confine it then to two items. One is the what do we drop now thing, and the other one the cost question.

We said it in the brief. We have to say it over and over again. No one has talked about taking away the warning system. Mr. Reimer asked, do you take away the warning system before the missiles have gone? No. I have made precisely the opposite point. The point is that the surveillance early warning function is a stabilizing function. It creates transparency, confidence-building. It has to be there.

The question is, what is the context in which this is done? The next question that is asked then is has anything changed? Have any of those weapons gone? No. That is the big problem. That only begs the question then, how do we encourage reduction? Do we encourage reduction by talking about the potential build-up of strategic defence systems?

Canada is still a back burner, I am told, but still in ADI and SDI. There is still a strategic doctrine that hovers around the background that talks about sustained war-fighting capability, all of that sort of thing. Is that a way in which to induce reductions in weapons systems? No, it is not. We need to disavow that. We need to take a political risk in Canada and say which side we are on.

We have not said publicly in Canada that even the pursuit of strategic defence capability is wrong and counter-productive. That is what we need to say. We keep the surveillance because the way in which we prevent the use of those dangerous weapons that are still there is to provide early warning. Early warning in a sense renders them useless because it communicates to them that the use by one side will mean self-destruction, that it is an act of suicide. Then we go into the promotion of arms control and disarmament, and there is not time to talk about them at length.

I want to squeeze in one comment about the cost. There is no \$20-billion benefit to Canada, a cost Canada would have to assume if we were out of NORAD. None of that \$20 billion is spent in Canada. None of it relates to Canadian territory. It relates to ballistic missile early warning stations in Alaska and Thule, Greenland, and so forth. It relates to the integration of the NORAD facilities with an assessment of attack, warning, communication with the integrated

[Traduction]

M. Hicks: Permettez-moi une observation. Monsieur le président, j'aimerais m'excuser auprès de nos invités. J'ai soulevé quelques questions mais je dois m'en aller avant d'entendre leur réponse. J'attends avec impatience de la lire dans le compte rendu de ces réunions. Excusez-moi, mais je dois assister à une réunion sur la défense nationale.

Le président: Merci. Monsieur Regehr, allez-y voulez-vous?

M. Regehr: Vous étiez sérieux quand vous parliez de deux minutes?

Le président: Oui, car vous n'êtes pas les seuls témoins. C'est une façon de vous rendre populaire.

M. Regehr: En effet. Je parlerai donc de deux choses seulement, savoir si nous devons tout laisser tomber tout de suite et je parlerai également de l'élément coût.

Nous avons dit dans notre mémoire et nous le répétons à nouveau: il n'a jamais été question d'éliminer le système d'alerte avancée. M. Reimer nous a demandé pourquoi éliminer ce système avant le départ des missiles? Or ceci est précisément le contraire de ce que j'ai dit. Le rôle du système d'alerte avancée est de stabiliser la situation et de favoriser la confiance grâce à la transparence. C'est donc un système nécessaire.

La question est de savoir dans quel contexte on l'utilise. Et il faut ensuite se demander si les choses ont changé et si une partie du matériel a disparu? La réponse est non et c'est là le problème. Comment donc encourager la réduction des armements me direz-vous? Est-ce qu'on l'encourage en parlant de la possibilité de multiplier les systèmes de défense stratégique?

On me dit que le Canada est en veilleuse mais il continue à participer à l'IDA et à l'IDS. La doctrine stratégique reste la même, qui parle de capacité soutenue de défense de guerre, etc. Nous savons tout de suite que ce n'est pas là la façon d'encourager une réduction du matériel de guerre. Le Canada doit s'exposer à un certain risque politique et annoncer sa position.

Or, le Canada n'a pas fait de déclaration publique disant que la poursuite de la capacité stratégique de défense est condamnable et a l'effet inverse à l'effet recherché. C'est pourtant la déclaration à faire. Il faut maintenir la surveillance parce que tant qu'on maintient le système d'alerte avancé, on évite l'utilisation de ces armes dangereuses qui sont encore là. En un sens, avec l'alerte avancée, ces armes deviennent inutiles parce qu'on sait que si l'une des parties y a recours, tout va tout droit au suicide. On peut également encourager le contrôle des armements et le désarmement, mais nous n'avons pas le temps d'en parler longuement.

Permettez-moi de glisser quelques mots relativement au coût. Si le Canada abandonne le NORAD, qui lui coûte 20 milliards de dollars, cela ne veut pas dire que cela va nous rapporter 20 milliards de dollars, car pas un sou n'est dépensé au Canada. Cette somme est consacrée au poste d'alerte avancé pour les missiles balistiques qui se trouve en Alaska, à Thule, au Groenland etc., à l'intégration des installations du NORAD et à l'évaluation de l'agression, de